



Argumentaire

Oui à l'initiative « Pour sauver des vies en favorisant le don d'organes »

Il est aujourd'hui possible, en Suisse, d'exprimer de différentes façons sa décision personnelle en faveur ou contre un don d'organes, par exemple via une entrée dans le Registre national du don d'organes ou par le biais d'une carte de donneur. De plus, ces derniers temps, les directives anticipées se multiplient sous forme de déclaration de volonté. Selon une enquête représentative réalisée par DemoSCOPE en 2015, plus de 80 pour cent de la population suisse est en faveur du don d'organes. Si la question d'un don d'organes devient urgente, les chiffres révèlent cependant qu'une décision n'a été prise que dans 5 pour cent des cas et qu'environ un tiers des proches connaît le souhait de la personne décédée. La loi sur la transplantation stipule que, conformément au modèle du consentement explicite au sens large, les personnes les plus proches du défunt doivent prendre la décision dans son sens. Ainsi, la charge de la décision repose sur les proches, qui refusent la plupart du temps un don d'organes, si le souhait du défunt n'est pas connu.

L'initiative « Pour sauver des vies en favorisant le don d'organes » vise à modifier la Constitution pour obtenir la mise en place du modèle du consentement présumé. Conformément à cette modalité, toute personne est présumée être en faveur du don d'organes si elle ne s'est pas, de son vivant, exprimée contre ce don ou si les proches ne savent pas que le défunt a refusé un don d'organes.

L'article 119a, alinéa 4 de la Constitution doit donc être modifié comme suit :

Art. 119a al. 4 4

Le don d'organes, de tissus et de cellules d'une personne décédée, dans le but d'une transplantation, est basé sur le principe du consentement présumé de la personne à moins que celle-ci ait fait connaître, de son vivant, son refus.

L'initiative « Pour sauver des vies en favorisant le don d'organes » se base sur le fait que plus de 80 pour cent de la population suisse a une opinion positive du don d'organes. Le don d'organes est en grande partie accepté de tous les Suisses et une large majorité de la population serait également prête à recevoir un don pour sauver sa vie et retrouver une meilleure qualité de vie. Ceci étant, les Suisses ne consignent pas leur décision et en font rarement part.

L'initiative exige donc une modalité de consentement telle qu'elle existait jusqu'en 2007 dans 17 des 24 cantons suisses. Le système du consentement présumé s'est établi aujourd'hui dans tous les pays d'Europe centrale et de l'Ouest, à l'exception de l'Allemagne, où un changement de système est également en cours de discussion.

Swisstransplant soutient le consentement présumé *au sens large*, c'est-à-dire la modalité de consentement tenant compte des proches, pour les raisons suivantes :

➤ **Oui à plus d'autodétermination**

Le consentement présumé garantit la liberté de décision de chacun et de chacune. Celui qui ne veut pas donner d'organes peut consigner cette volonté afin qu'elle fasse foi. Le changement de système protégera une minorité de la population (les non-donneurs), le consentement présumé devant obligatoirement permettre aux non-donneurs de consigner leur refus afin qu'il fasse foi. Un « oui » à l'initiative populaire « Pour sauver des vies en favorisant le don d'organes » permet à chaque personne de disposer de son propre corps, et lui garantit la liberté de décision. Et le principal : cette décision sera alors connue.

➤ **Oui pour plus d'engagement et de sécurité**

Une entrée dans le Registre fait foi d'un point de vue juridique et sera également mise en œuvre ainsi. La protection de la personnalité de chacun et de chacune est garantie, tout donneur ou tout non-donneur étant assuré que sa décision sera respectée. Le consentement présumé et le système actuel de consentement explicite sont en outre équivalents d'un point de vue éthique. Les deux systèmes offrent en effet à chacun la possibilité d'accepter ou de refuser un don.

➤ **Oui pour plus d'amour du prochain et plus de solidarité**

Le don d'organes est un acte d'amour de son prochain, et doit le rester. Personne n'est obligé de faire don de ses organes. Tous peuvent exprimer leur refus par un « non » qui fera foi. Le modèle du consentement présumé est un reflet de la solidarité existant dans la société et va dans le sens de la large opinion positive des Suisses vis-à-vis du don d'organes.

➤ **Oui au soulagement des proches**

Aujourd'hui, les proches doivent prendre une décision dans le sens de la personne décédée à la place de celle-ci, si cette dernière n'a pas exprimé de son vivant sa volonté pour ou contre le don d'organes. Cette prise de décision est une sollicitation supplémentaire dans la situation déjà douloureuse qu'est la perte d'un être cher. L'objectif du changement de système est d'obtenir la variante du consentement présumé au sens large, telle qu'elle est pratiquée dans la plupart des pays européens. Si la question du don d'organes devient urgente et que la personne décédée n'a pas consigné sa décision, les proches seront informés que l'on part du principe qu'elle aurait consenti à un don. Au cours de cet entretien, les proches auront, comme auparavant, la possibilité de refuser un don d'organes s'ils savent que la personne décédée était contre. Les personnes opposées au don d'organes, mais n'ayant pas saisi leur volonté dans le Registre, obtiennent donc ainsi une garantie supplémentaire.

➤ **Oui à une manière plus simple d'informer la population**

Après un passage du consentement explicite au consentement présumé, il conviendra d'ajuster la campagne d'information et d'informer la population de la nouvelle modalité du consentement. L'avantage du consentement présumé est de faciliter et de simplifier la communication, qui s'adresse en particulier aux personnes qui ne veulent pas donner leurs organes. Le message « Celui qui ne veut pas donner d'organes doit le dire » est plus simple à communiquer que « Ce serait bien de discuter du don d'organes et de se décider ».

Il est temps de discuter de la modalité du consentement afin d'apporter sécurité et clarté en matière de don d'organes, sans pour autant menacer la liberté de décision et la protection de la personnalité de la population suisse.